

AP n° 2026-APC-001-IC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**  
**fixant de nouvelles prescriptions applicables à la société ALUMINIUM FERRI**  
**sur le territoire de la commune de Givry-en-Argonne (51330)**

**Le Préfet de la Marne**

**Vu** le Code de l'environnement, notamment ses articles L.511-1 et R.181-45 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines ;

**Vu** l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la santé publique ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 94-A-12-IC du 14 avril 1994 délivré à la société ALUMINIUM FERRI pour les installations exploitées sur le territoire communal de Givry-en-Argonne et l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2013-APC-57 du 6 juin 2013 modifiant les conditions d'exploitation du site ;

**Vu** les résultats des mesures de surveillance des eaux souterraines réalisées par l'exploitant ;

**Vu** le rapport de la visite d'inspection réalisée le 13 juin 2025 ;

**Vu** le courrier transmis à l'exploitant le 24 juillet 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 1er août 2025.

**Considérant** que la surveillance des eaux souterraines de l'exploitant révèle une augmentation sensible des concentrations en aluminium, nickel et chrome entre les piézomètres amont et aval du site et que ces éléments sont susceptibles d'être présents sur le site (matières entrantes, matières sortantes et produits et process utilisés) ;

**Considérant** que les analyses des piézomètres situés en aval montrent des valeurs mesurées très importantes par rapport aux seuils d'atteinte du bon état chimique des eaux souterraines de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 :

- aluminium : jusqu'à 120 000 µg/l (seuil d'atteinte du bon état chimique = 200 µg/l) ;
- nickel : jusqu'à 63 µg/l (seuil d'atteinte du bon état chimique = 20 µg/l) ;
- chrome : jusqu'à 150 µg/l (seuil d'atteinte du bon état chimique = 50 µg/l) ;

**Considérant** que les analyses des piézomètres situés en aval montrent des variations importantes avec le piézomètre amont :

- aluminium : jusqu'à 40 fois plus concentré à l'aval par rapport à l'amont ;
- nickel : jusqu'à 13 fois plus concentré à l'aval par rapport à l'amont ;
- chrome : jusqu'à 25 fois plus concentré à l'aval par rapport à l'amont ;

**Considérant** qu'il convient d'imposer, dans les formes de l'article R.181-45 du Code de l'Environnement susvisé, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 dudit code, notamment d'engager les investigations nécessaires à la définition de mesures appropriées de gestion du site et hors site.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION**

La société ALUMINIUM FERRI, dont le siège social se trouve à Givry-en-Argonne (51330), ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de son site de Givry-en-Argonne, 3 chemin des bois.

### **ARTICLE 2 : IDENTIFICATION DE L'IMPACT DU SITE ET GESTION « SUR SITE »**

#### **2.1 - État des lieux**

Afin d'identifier l'impact potentiel de la pollution de son site sur les milieux (eaux souterraines et de surface, sol, sous-sol), l'exploitant réalise une étude de caractérisation du site et de son environnement comprenant a minima les étapes suivantes :

1. **une étude historique du site** visant à recenser les activités qui se sont succédées, leur localisation précise, les pratiques de gestion environnementale industrielle, la nature et la quantité (si possible) des polluants susceptibles d'avoir entraîné une pollution des milieux ;
2. **une étude documentaire du site et de son environnement** (situation géographique, données géologiques, hydrogéologiques, météorologiques, aspects réglementaires propres au site, etc.) ;
3. **une étude documentaire de la vulnérabilité des milieux à la pollution** permettant de préciser, notamment, les paramètres conditionnant les modes de transfert des polluants et les enjeux potentiels (habitations, sources d'alimentation en eau potable, puits privés, etc.) susceptibles d'être atteints ;
4. **un diagnostic des milieux** comprenant a minima :
  - en ce qui concerne **la phase documentaire** : le recueil des données existantes sur l'état des milieux, le recensement des points de prélèvement, d'échantillonnage permettant de procéder au contrôle de l'état des milieux, la localisation des lieux potentiellement pollués ;
  - en ce qui concerne **les campagnes de mesures sur le terrain** : la détermination de la nature et teneurs en polluants dans les milieux, l'extension des zones impactées, l'étude analytique de la vulnérabilité des milieux visant à caractériser (propriétés physico-chimiques, hydrogéologiques, météorologiques, etc.) les milieux de transfert et les milieux d'exposition.

Les résultats sont représentés sous forme de schémas conceptuels (bilans factuels de l'état du site). Les résultats des analyses pour les milieux caractérisés sont comparés à l'état initial du site lorsqu'il a été élaboré. Ils sont aussi comparés, pour les sols, au fond géochimique local exempt de toute pollution industrielle ou anthropique, et pour les autres milieux, à des valeurs de gestion réglementaires définissant le niveau de risques accepté par les pouvoirs publics pour l'ensemble de la population (ex : valeurs fixées par l'Organisation Mondiale de la Santé, valeurs fixées par le décret eau potable, valeurs fixées par le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), valeurs pour la qualité de l'air ambiant, valeurs pour les denrées alimentaires, etc.).

#### **2.2 - Plan de gestion**

Au vu des conclusions de l'étude de caractérisation du site et de son environnement visée à l'article 2.1 ci-dessus, **l'exploitant propose un plan de gestion du site** ou apporte les éléments justifiant de son absence.

L'objectif du plan de gestion du site est de définir les opérations de traitement à réaliser afin de réduire au maximum les contacts entre les sources de pollution et les personnes susceptibles de fréquenter les

milieux considérés dans le cadre de leur utilisation actuelle ou envisagée. Ce plan de gestion est établi en identifiant les différentes options de gestion possibles (traitement sur site, hors site, excavations, mesures de construction actives ou passives, confinement, surveillance, etc.) sur la base d'un bilan coûts - avantages. Dans tous les cas, les possibilités de suppression des sources de pollution ponctuelles ou des « points chauds » sont présentées.

### **2.3 - Analyse des risques résiduels**

Si les mesures de gestion envisagées sur le site ne permettent pas de supprimer tout contact entre les pollutions et les personnes, l'exploitant réalise une **évaluation quantitative des risques sanitaires sur les expositions résiduelles**. Cette évaluation est également requise dans le cas où aucune valeur de gestion réglementaire sur les milieux d'exposition n'est disponible. Dans ce cadre, le choix des données, des hypothèses et des outils utilisés doit être explicitement justifié.

Un processus itératif de modification du plan de gestion suivie d'une évaluation quantitative des risques sanitaires résiduels est conduit jusqu'à la définition des mesures de gestion permettant de rendre compatible l'état du site et des milieux avec leurs usages.

## **ARTICLE 3 : IDENTIFICATION DE L'IMPACT DU SITE ET GESTION « HORS SITE »**

### **3.1 - État des milieux (IEM)**

L'exploitant réalise une **démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM)**. L'objectif principal de cette démarche est de connaître, d'une part, les usages réels des milieux et d'autre part, les modes plausibles de contamination.

Pour cela, l'identification de l'état des milieux, basée autour d'un schéma conceptuel (bilan factuel de l'état des milieux), consiste en la réalisation a minima des quatre étapes précisées à l'article 2.1 ci-dessus.

Cette identification s'appuie si possible sur la mesure analytique des milieux (milieux sources et milieu d'exposition) et est complétée en tant que de besoin par des modélisations ayant pour objet d'orienter la recherche des zones impactées.

Les résultats des analyses pour les milieux caractérisés sont comparés à l'état initial du milieu considéré lorsqu'il a été élaboré. Ils sont aussi comparés, pour les sols au fond géochimique local exempt de toute pollution industrielle ou anthropique, et pour les autres milieux, aux valeurs de gestion réglementaires citées à l'article 2.1 ci-dessus.

### **3.2 - Évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS)**

Si une incompatibilité entre l'état des milieux et leurs usages est suspectée ou identifiée à l'issue de la démarche d'identification de l'état des milieux visée à l'article 3.1 ci-dessus et en particulier si les analyses montrent que certains milieux d'exposition présentent des teneurs supérieures aux valeurs de gestion réglementaires précitées, l'exploitant réalise une **évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS)**. Le choix des données, des hypothèses et des outils utilisés doit être explicitement justifié. Cette évaluation est également requise dans le cas où aucune valeur de gestion réglementaire sur les milieux d'exposition n'est disponible.

### **3.3 - Plan de gestion**

Si l'évaluation quantitative des risques sanitaires visée à l'article 3.2 ci-dessus confirme l'incompatibilité entre l'état des milieux et leurs usages, l'exploitant établit un **plan de gestion** devant identifier les différentes options de gestion possibles des milieux impactés (excavations de tâches de contamination concentrées, recouvrement, restrictions d'usage, surveillance, etc.) sur la base d'un bilan coûts - avantages.

Un processus itératif de modification du plan de gestion suivie d'une évaluation quantitative des risques sanitaires résiduels est conduit jusqu'à la définition des mesures permettant de rendre compatible l'état des milieux avec leurs usages.

## **ARTICLE 4 : CONTRÔLE DES MILIEUX**

### **4.1 - Dispositions générales**

Sauf dans les cas où la réalisation du plan de gestion du site, appuyé le cas échéant par l'évaluation quantitative des risques sanitaires résiduels, permet de justifier de l'absence d'impact sur les milieux à l'issue des démarches visées aux articles 2 et 3 ci-dessus, **l'exploitant propose et met en œuvre un programme de surveillance des milieux**. Pour chacun des milieux surveillés, le choix des paramètres et fréquences d'analyses est préalablement soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

L'exploitant est tenu de présenter un **bilan quadriennal** des résultats de ce programme de surveillance accompagné de tout commentaire utile à leur compréhension et indiquant les évolutions constatées, et comportant les propositions de l'exploitant pour, le cas échéant :

- réexaminer le plan de gestion établi conformément aux articles 2 et 3 ci-dessus ;
- réexaminer les modalités du programme de surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.

Le bilan quadriennal comporte également la comparaison avec l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R.122-5 du Code de l'environnement, soit reconstitué, ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.

### **4.2 - Cas particulier des eaux souterraines**

Les plans de gestion définis par l'exploitant peuvent comprendre des opérations de réalisation de forage en nappe (ex : renforcement du réseau de surveillance existant, réalisation d'un pompage pour dépollution, etc.).

#### **4.2.1. Réalisation de forages en nappe**

Lors de la réalisation d'un forage en nappe (surveillance ou prélèvement d'eau), toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

La réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

#### **4.2.2. Surveillance des eaux souterraines**

### **A – Réseau et programme de surveillance**

Le réseau de surveillance actuel se compose des ouvrages suivants :

- un piézomètre implanté en amont (PZ1)
- deux piézomètres implantés en aval (PZ2 et PZ3)

L'exploitant complètera ce réseau de surveillance en fonction des résultats des études visées aux articles 2 et 3.

Le plan d'implantation de nouveaux piézomètres devra être validé par l'Inspection.

La création d'ouvrages de surveillance des eaux souterraines respecte les prescriptions définies dans l'article 4.2.1. du présent arrêté.

L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE, etc.).

## **B – Suivi piézométrique**

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site pour réaliser une carte piézométrique.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

### 4.2.3. Analyse et transmission des résultats

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des contrôles via la plateforme de Gestion Informatisée des Données de l'Auto-surveillance Fréquente (GIDAF), accompagnés de commentaires, dans le mois qui suit leur réalisation.

## **ARTICLE 5 : MESURES D'URGENCE**

Les dispositions précédentes ne préjugent en rien de celles qui doivent éventuellement être prises par l'exploitant en urgence, en cas de découverte de pollution majeure. Dans un tel cas, l'inspection des installations classées sera informée dans les meilleurs délais.

## **ARTICLE 6 : ÉCHÉANCIER**

Le rapport final rassemblant les études conduites en application des articles 2 à 4 doivent être transmis à l'inspection des installations classées dans les délais suivant à compter de la notification du présent arrêté.

Milieu	Articles	Rapport attendu	Délai
Gestion sur site	2.1	Etat des lieux : Étude de caractérisation du site et de son environnement	6 mois
	2.2	Plan de gestion du site	9 mois
	2.3	Analyse des risques résiduels, si nécessaire	9 mois
Gestion hors site	3.1	Démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM)	6 mois
	3.2	Évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS), si nécessaire	9 mois

	3.3	Plan de gestion hors site, si nécessaire	12 mois
Surveillance des milieux	4.1	Proposition et mise en œuvre d'un programme de surveillance des milieux	6 mois

## **ARTICLE 7 : SANCTIONS**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre Ier du Code de l'Environnement.

## **ARTICLE 8 : FRAIS**

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 9 : DROITS DES TIERS**

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

## **ARTICLE 10 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

## **ARTICLE 11 : EXÉCUTION ET DIFFUSION**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à la Délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé, au Service interministériel de défense et de protection civile, à la Direction départementale des territoires – service urbanisme, à la Direction départementale des services d'incendie et secours de la Marne, à la Direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie ainsi qu'à Monsieur le Maire de Givry-en-Argonne qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la Société ALUMINIUM FERRI dont le siège social est situé à Givry-en-Argonne.

Monsieur le Maire de Givry-en-Argonne procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le 06 JAN. 2026

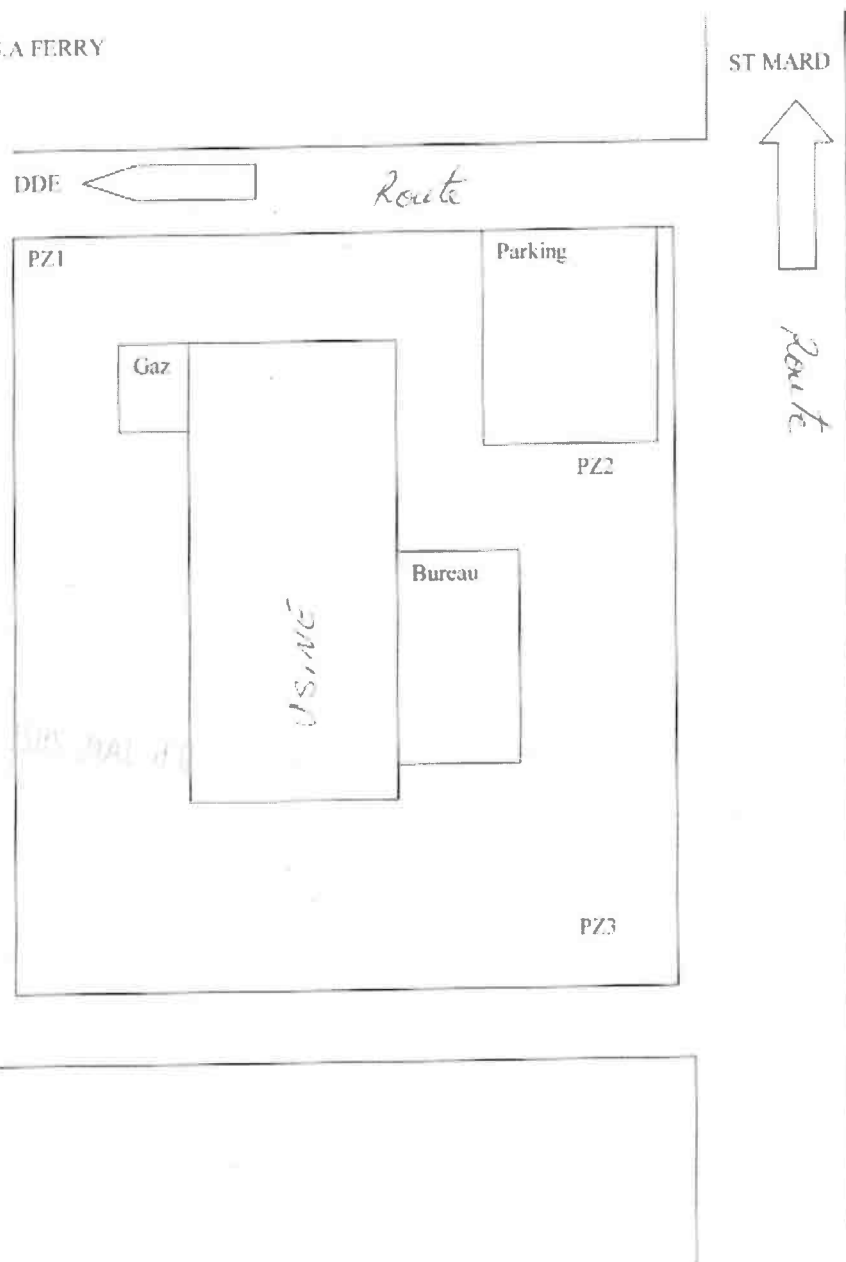
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Raymond YEDDOU



## ANNEXE : Plan des piézomètres existants

S.A FERRY



SARL RA  
FORAGE - SONDAGE  
55600 SOMMEILLES  
Tél 03 20 75 16 93  
Fax 03 20 75 16 93